

LETTRE D'INFORMATION HEBDOMADAIRE N° 383

Lettre du lundi 11 mai 2020

L'EDITO

En sortie de crise, l'économie régionale doit être un enjeu à traiter de façon concrète.

« Si l'on souhaite que nos RUP réinvestissent plus qu'elles ne le font actuellement leur environnement régional et qu'elles deviennent un moteur du développement de leur zone d'appartenance, il faut [] que l'Union européenne mène avec ses états membres et ses RUP, la politique de sa géographie [] car il n'y a pas d'autre réalité que celle-là » disait Philippe LEYSSENE, alors Ambassadeur délégué à la coopération dans l'Océan indien, le 14 février 2011 devant la Commission européenne.

La crise sanitaire et économique sans précédent qui met en évidence la fragilité et le manque de résilience de notre modèle - pour partie consécutifs de notre extrême dépendance aux ressources et produits extérieurs - éclaire d'un autre jour ces propos.

En effet, nos territoires ont toujours vu leur développement fondé, en termes d'approvisionnement et d'éventuels débouchés, sur deux axes linéaires : l'un vertical, l'autre horizontal ; nord-sud, de manière exclusive pendant très longtemps, est-ouest de façon croissante.

La pensée circulaire ne nous a guère animés sur le plan du développement économique jusqu'à présent, alors même que l'évidence géographique et le bon sens auraient dû l'imposer naturellement à tous. Et pourtant de nombreux outils existent ! Mais ils sont soit inutiles, soit peu efficaces, soit insuffisamment orientés vers l'économie, ou tout simplement pas utilisés.

Il n'est pas nécessaire de faire de longues analyses efficience-efficacité pour constater l'absence ou le faible impact des conférences de coopération régionale et de l'action des organisations auxquelles participent nos territoires (COI, CARIFORUM, AEC, CEPALC, ...) sur le développement des échanges commerciaux, alors que tout cela est très lourd en termes de frais de fonctionnement.

Nous attendons également une meilleure lisibilité de l'action de l'AFD, et de sa nouvelle organisation internationale censée doter nos outre-mer des leviers d'une activité économique accrue au sein de leur espace régional.

Qu'en est-il de l'articulation entre le FED et le FEDER, présentée lors de notre assemblée générale FEDOM de 2018, et supposée faciliter l'émergence de projets régionaux ?

Par ailleurs, pourquoi la desserte intérieure de nos bassins ne s'est-elle pas significativement améliorée depuis toutes ces années ?

Enfin, pourquoi le soutien au fret ouvert aux collectivités territoriales et pays tiers, instauré par l'article 71 de la loi EROM, n'a-t-il jamais été mis en œuvre ?



Les vertus du déploiement d'une économie régionale, basée sur des projets identifiés entre acteurs, la complémentarité des atouts et des capacités productives, au service d'une meilleure auto-suffisance individuelle, ont fait l'objet de dizaines d'études.

L'actualité, mais surtout l'avenir, exige qu'elles sortent des étagères. A cette fin, il convient que tous, Union européenne, état, collectivités, organisations, entreprises, s'attellent à l'optimisation de l'utilisation des ressources financières disponibles : la traduction technique des intentions, une réorientation sur des actions concrètes et l'activation de mesures de court terme, telles que le soutien au fret, sont indispensables pour que les objectifs du développement régional durable que nous attendons tous puissent être atteints dans les meilleurs délais.

FLASH SPECIAL

Disparition de Bernard SIRIEX

Triste époque pour les « piliers » de la FEDOM. Après la disparition il y a quelques semaines seulement de Maurice CERISOLA, c'est autour de Bernard SIRIEX de nous quitter. Energique, déterminé, passionné, nous n'avons pas assez de mots pour définir ce grand chef d'entreprise qui a beaucoup fait pour La Réunion, mais aussi pour le BTP en général. Il fut également le premier président de la Commission BTP de la FEDOM qu'il anima avec talent.

Le président de la FEDOM, son conseil d'administration et son équipe, adressent à sa famille et à ses proches leurs condoléances les plus attristées.

<http://www.ipreunion.com/actualites-reunion/reportage/2020/05/08/il-avait-64-ans-bernard-siriex-ancien-president-de-la-frbtp-est-decede,118687.html>

FLASH SPECIAL COVID-19

L'aéroport de Paris-Orly devrait rester fermé jusqu'à l'automne

Compte tenu de la faiblesse du trafic et de la lenteur de la reprise attendue, la réouverture au trafic commercial de l'aéroport d'Orly n'est pas jugée nécessaire avant plusieurs mois. L'aéroport de Roissy-CDG, même réduit à deux ou trois terminaux, pourra absorber la totalité du trafic estival.

<https://www.lesechos.fr/industrie-services/tourisme-transport/laeroport-de-paris-orly-devrait-rester-ferme-jusqua-lautomne-1199988>

Commentaire FEDOM : cette situation n'est pas acceptable. La FEDOM demande à l'état, à l'instar des compagnies aériennes installées à Orly, de fixer la date de réouverture de l'aéroport d'Orly au 26 juin. Neuf compagnies aériennes basées à Orly, parmi lesquelles Air Caraïbes, Corsair, Frenchbee ou encore Level, ont en effet demandé à l'état, dans une lettre ouverte, de fixer dès maintenant au vendredi 26 juin la date de réouverture de l'aéroport fermé le 1er avril pour cause de coronavirus.

« Plus que les décisions prises et les calendriers qui en découlent, ce sont la mise à disposition d'informations plus ou moins fiables, parfois même contradictoires, et l'incertitude sur les contraintes opérationnelles qui nous empêchent (...) de préparer nos plans de relance commerciaux et sociaux, que le gouvernement appelle pourtant de ses vœux », écrivent les neuf compagnies dans cette lettre.

« Cette situation n'est pas tenable, ni pour nos clients d'abord, ni pour nos personnels, ni pour la survie de nos compagnies », écrivent les compagnies. Les transporteurs précisent que la fixation dès à présent d'une date de réouverture n'empêcherait nullement « une remise en cause » ultérieure, « par exemple à la mi-juin », en cas de « nouvelle aggravation de la situation sanitaire ».

En réponse, Aéroports de Paris se montre très prudente sur l'opportunité de déterminer une date de réouverture dès maintenant. ADP « partage le vœu qu'Orly rouvre le plus tôt possible », mais « cette réouverture n'est envisageable qu'avec une bonne visibilité sur un nombre significatifs de vols ». ADP rappelle également que « l'aéroport Charles de Gaulle est en mesure d'accueillir tous les avions qui le souhaiteraient ».

Etude d'impact du Covid-19 dans le secteur du tourisme outre-mer

Afin de mesurer au mieux les impacts économiques du Covid-19 sur les entreprises ultramarines du secteur du tourisme, nous avons élaboré un questionnaire que nous vous encourageons vivement à remplir et à diffuser massivement auprès de vos adhérents et ou de vos contacts :

<https://bit.ly/2X105Zt>

Vos réponses à ces diverses questions nous permettront **de mieux appréhender et donc de mieux défendre les difficultés rencontrées par l'ensemble du secteur touristique des outre-mer.**

Afin de permettre à l'ensemble des entreprises concernées de pouvoir remplir ce questionnaire, ce dernier a été adapté aux COM du Pacifique.

L'impact du Covid-19 sur le tourisme dans les DOM estimé entre 2,3 et 3,4 milliards d'euros par Atout France

Lors de son audition par la Délégation aux Outre-mer de l'Assemblée nationale ce jeudi 7 mai, la directrice générale d'Atout France, Caroline Leboucher, s'est exprimée sur les conséquences de la crise du Covid-19 sur le secteur du tourisme dans les Outre-mer.

<http://outremers360.com/economie/limpact-du-covid-19-sur-le-tourisme-dans-les-dom-estime-entre-23-milliards-et-34-milliards-deuros-par-atout-france/>

Coronavirus Outre-mer : les réponses du gouvernement sur la quatorzaine, les aides aux étudiants, les transports et les congés bonifiés [Edition spéciale]

La rédaction du pôle Outre-mer de France télévisions vous propose une édition spéciale coronavirus Outre-mer. Quatre membres du gouvernement répondent aux questions concernant les étudiants ultramarins, l'économie, les transports.

<https://la1ere.francetvinfo.fr/direct-coronavirus-outr-mer-suivez-notre-edition-speciale-830672.html>

La Cour constitutionnelle allemande lance un ultimatum à la BCE

La Cour constitutionnelle de Karlsruhe a rendu son verdict très attendu sur le programme d'achats d'actifs lancé par la Banque centrale européenne sous Mario Draghi. Si elle estime que la BCE ne s'est pas livrée au financement des états, elle déclare que certaines parties du programme sont illégales. Elle lui donne trois mois pour se justifier.

<https://www.lesechos.fr/finance-marches/marches-financiers/la-cour-constitutionnelle-allemande-lance-un-ultimatum-a-la-bce-1200519>

Le redressement prendra du temps, l'état devra faire des choix, avertit la Banque de France

Le rebond de l'économie française "prendra du temps" et nécessitera des actions "sélectives" de l'état pour soutenir les entreprises et les ménages, juge le gouverneur de la Banque de France, François Villeroy de Galhau.

<https://www.banque-france.fr/intervention/audition-de-francois-villeroy-de-galhau-gouverneur-de-la-banque-de-france-devant-la-commission-des-2>

DU CÔTÉ DU PARLEMENT

La prorogation de l'urgence sanitaire précise un certain nombre de mesures

Les parlementaires ont adopté samedi 9 mai le projet de loi prorogeant l'état d'urgence sanitaire. Celui-ci contient des mesures annoncées par Édouard Philippe précisant notamment le régime de mise en quarantaine des personnes infectées et créant une base de données pour réaliser des enquêtes épidémiologiques. Le texte, qui s'appliquera également en outre-mer, devrait ainsi entrer en application dès le début du déconfinement, le 11 mai.

Retrouvez le dossier législatif ici : <https://www.senat.fr/dossier-legislatif/pjl19-414.html>

Commentaire FEDOM : les parlementaires ont notamment limité au 10 juillet inclus la prolongation de ce cadre juridique d'exception et ont prolongé la trêve hivernale des expulsions locatives jusqu'à la même date.

Le régime de responsabilité pénale des employeurs, élus locaux et fonctionnaires qui seront amenés à prendre des mesures destinées à permettre un retour à la vie économique et sociale pendant l'état d'urgence sanitaire a également été aménagé. Dans la version conservée en commission mixte paritaire, il est ainsi précisé que la responsabilité pénale ne pourra être engagée qu'en tenant compte des compétences, du pouvoir et des moyens dont disposait l'auteur des faits dans la situation de crise, ainsi que de la nature de ses missions ou de ses fonctions. C'est en particulier le cas pour certains pouvoirs en matière sanitaire qui étaient donnés aux élus locaux et qui ont été repris ou sont exercés par l'état dans les circonstances actuelles.

Les sénateurs ont également supprimé le placement préventif en quatorzaine des personnes arrivant “sur le territoire hexagonal” en provenance des collectivités d’outre-mer.

En effet, le texte revoit le régime de mise en quarantaine et d’isolement qui était déjà inscrit dans la loi d’état d’urgence sanitaire initiale.

Ces mesures ne pourront désormais viser que les personnes qui, ayant séjourné au cours du mois précédant dans une zone de circulation de l’infection, entrent sur le territoire national, arrivent en Corse ou dans l’une des collectivités d’Outre-mer.

C’est un arrêté du ministre chargé de la santé qui sera chargé de définir la liste de ces zones.

Pour assurer la mise en oeuvre de ces décisions, un traitement de données sera instauré. Il contraint les entreprises de transport ferroviaire, maritime ou aérien à communiquer, sur demande, au préfet, les données relatives aux passagers en vue de prendre de telles mesures de quarantaine ou d’isolement.

A noter également l’adoption de plusieurs garde-fous visant à encadrer la création d’un système d’information et de collecte des données des personnes atteintes du covid-19 et des personnes avec qui elles auraient été en relation, qui sera utilisé par les brigades de lutte contre le Covid-19 tels que :

- la nécessité que la Commission nationale informatique et libertés (CNIL) exprime un avis conforme,*
- la mise en place d’une instance indépendante chargée d’auditer le fonctionnement du système*
- la pris en compte d’un droit d’opposition individuel*
- la révision du périmètre des données de santé exploitables aux seules données « strictement limitées au statut virologique ou sérologique de la personne à l’égard du virus » ainsi « qu’à des éléments probants de diagnostic clinique »*
- le raccourcissement du délai de conservation des données après leur collecte à 3 mois*
- la soumission des personnes ayant accès à ces données au secret professionnel.*

Enfin, les parlementaires se sont opposés à la possibilité, donnée au gouvernement de légiférer par la suite par ordonnance sur le sujet et ont explicitement exclu du champ d’application du texte “l’application Stop Covid”.

Le président de la République a indiqué qu’il saisira lui-même le Conseil constitutionnel sur la prolongation de l’état d’urgence sanitaire dès l’adoption du projet de loi.

David Lorion : " pour une stratégie d'adaptation en Outre-mer "

Lire la tribune du député de La Réunion ici : https://www.clicanoo.re/clicazot/Article/2020/05/04/David-Lorion-pour-une-strategie-dadaptation-en-Outre-mer_606067

Après une nuit d’émeutes à Mayotte, le député Mansour Kamardine demande une « énième fois » un renfort pour la sécurité de l’île

Alors que des émeutes ont récemment éclaté à Mamoudzou, suite à des rassemblements non-autorisés, le député de Mayotte demande une « énième fois », un renfort « en particulier par l’envoi à Mayotte de professionnels aguerris à la sécurité publique en zone difficile ».

<http://outremers360.com/politique/apres-une-nuit-demeutes-a-mayotte-le-depute-mansour-kamardine-demande-une-enieme-fois-un-renfort-pour-la-securite-de-lile/>

En vue du déconfinement, Sénat et élus locaux réclament des “task forces” autour des

préfets de département

“Créer un pôle de décision autour du préfet de département” est une mesure prioritaire pour un déconfinement “réussi”, estiment le Sénat, l’Association des maires de France, l’Assemblée des départements de France et Régions de France. “La mesure vise à confier aux préfets l’autorité sur l’ensemble des services de l’état (administrations déconcentrées, agences, éducation nationale...)”, expliquent-ils dans une contribution commune adressée au gouvernement.

<https://www.acteurspublics.fr/evenement/en-vue-du-deconfinement-senat-et-elus-locaux-reclament-des-task-forces-autour-des-prefets-de-departement>

DU CÔTÉ DU GOUVERNEMENT

L’accès au 2ème étage du fonds de solidarité est étendu aux TPE sans salarié

« Nous avons décidé que tous les indépendants, tous les entrepreneurs qui n'ont pas de salarié, qui se sont vu refuser un prêt garanti par l'état et qui ne peuvent pas payer leur loyer pourront avoir accès au deuxième étage de ce fonds de solidarité », a déclaré Bruno Le Maire au micro de France Inter.

https://immobilier.lefigaro.fr/article/covid-19-les-loyers-des-tpe-sans-salarie-seront-aussi-pris-en-charge-par-l-etat_e272bc94-8ddf-11ea-b3e5-a5eefbd8d46b/

Commentaire FEDOM : la FEDOM a plaidé pour un assouplissement de cette contrainte depuis la mise en place du fonds de solidarité et se réjouit donc de la levée de ce verrou complètement inadapté à la structuration du tissu économique ultramarin marqué par la prépondérance d’entreprises unipersonnelles. Toutefois, nous regrettons que l’accès au dispositif soit conditionné au refus préalable de l’octroi d’un PGE compte tenu des délais de réponse parfois très tardif des banques.

Les charges patronales et fiscales pour les TPE fermées vont être supprimées pour 3 mois

Bercy va convertir les reports de charges des mois de mars, avril et mai, en exonérations définitives. Non seulement pour les secteurs du tourisme et de la restauration, mais également pour toutes les TPE qui ont dû fermer par décision administrative.

<https://bfmbusiness.bfmtv.com/entreprise/vers-une-suppression-des-charges-patronales-et-fiscales-pour-les-tpe-1907734.html>

Le premier ministre a décidé de maintenir les interdictions d’arrivée en Outre-mer

Edouard Philippe a affirmé que les interdictions d'arrivée dans les territoires d'Outre-mer seraient maintenues "au-delà du 11 mai" avec "obligation de quatorzaine", mais qu'un point d'étape serait effectué "début juin" sur ces mesures qu'il a reconnues "très contraignantes".

<https://www.clicanoo.re/Societe/Article/2020/05/04/Le-Premier-ministre-decide-de-maintenir-les-interdictions-darrivee-en>

Déconfinement : le ministère du Travail publie le mode d'emploi pour les entreprises

Le ministère du Travail a publié un « protocole national de déconfinement pour les entreprises pour assurer la santé et la sécurité des salariés » face à l'épidémie de Covid-19.

<https://www.lesechos.fr/economie-france/social/deconfinement-le-ministere-du-travail-publie-le-mode-demploi-pour-les-entreprises-1200034>

Le chômage partiel sera pris en compte pour la retraite de base

Le gouvernement va modifier les règles du chômage partiel pour que les salariés concernés acquièrent "des droits à la retraite de base" de la Sécurité sociale, a annoncé la ministre du Travail, Muriel Pénicaud.

<https://www.bfmtv.com/economie/le-chomage-partiel-sera-pris-en-compte-pour-la-retraite-de-base-1908889.html>

Projet minier « Espérance » en Guyane : pas d'autorisation des travaux d'exploitation assure Élisabeth Borne

« Comme pour la Montagne d'Or, je m'opposerai à tout projet qui ne prendrait pas en compte nos exigences environnementales », a-t-elle assuré dans un tweet, alors que l'avis favorable donné par la Commission départementale des mines de Guyane, mercredi dernier, ravive le houleux débat sur l'exploitation minière dans ce département ultramarin.

<http://outremers360.com/politique/projet-minier-esperance-en-guyane-pas-dautorisation-des-travaux-dexploitation-assure-elisabeth-borne/>

Soutien aux collectivités et relance : les premières pistes de Bercy

4 milliards d'euros en 2020, puis 10 milliards en 2021 : ce sont les pertes fiscales que pourraient accuser les collectivités locales, du fait de la crise. Le gouvernement qui n'entend "pas abandonner" ces dernières, prévoit des mesures de soutien dans les prochaines lois de finances.

<https://www.banquedesterritoires.fr/soutien-aux-collectivites-et-relance-les-premieres-pistes-de-bercy>

La France pourrait aider l'automobile et l'aéronautique, annonce Bruno Le Maire

Bruno Le Maire lance l'examen de plans de soutien pour l'aéronautique et l'automobile, deux filières très durement touchées par la crise. De nombreux emplois sont en jeu.

<https://www.capital.fr/entreprises-marches/la-france-pourrait-aider-lautomobile-et-laeronautique-annonce-bruno-le-maire-1369037>

Intermittents, fonds d'indemnisation, commandes publiques... le plan culture du gouvernement

Emmanuel Macron a dévoilé le plan d'aide au secteur de la culture, à l'arrêt le début du confinement en raison de l'épidémie de Covid-19. Retrouvez les annonces et les réactions du monde de la culture sur notre live.

<https://www.france24.com/fr/20200506-en-direct-suivez-les-annonces-du-gouvernement-pour-le-plan-culture>

L'Etat veut bien aider Corsair – mais pas tout seul

Le ministre de l'Economie s'est dit prêt à aider financièrement la compagnie aérienne Corsair International, souffrant comme les autres des conséquences de la pandémie de Covid-19. A condition que ses actionnaires participent à l'effort.

<https://www.air-journal.fr/2020-05-05-letat-veut-bien-aider-corsair-mais-pas-tout-seul-5219984.html>

Covid-19- Mayotte : une unité de 10 lits de réanimation et du personnel soignant en renfort pour le département, indique Annick Girardin

Invitée du journal de Mayotte la 1ere, la ministre des Outre-mer, Annick Girardin, a annoncé, vendredi 8 mai, l'envoi de 10 lits de réanimation supplémentaires et du personnel soignant dans les prochains jours dans le département pour faire face à l'épidémie du Covid-19.

<http://outremers360.com/societe/covid-19-mayotte-une-unite-de-10-lits-de-reanimation-et-du-personnel-soignant-en-renfort-pour-le-departement-indique-annick-girardin/>

DU CÔTÉ DES COLLECTIVITES

Trois territoires d'outre-mer rejoignent la communauté des French Tech

La Guadeloupe, la Guyane et la Nouvelle-Calédonie ont reçu le précieux label des communautés French Tech, le lundi 4 mai. Ces trois communautés French Tech ultramarines rejoignent ainsi la Polynésie française et La Réunion dans cette communauté.

<http://outremers360.com/economie/trois-outre-mer-rejoignent-la-communaute-des-french-tech/>

Le cri d'alarme des Outre-Mer

Les présidents des collectivités ultramarines ont alerté Emmanuel Macron sur la situation de leurs territoires avant le déconfinement.

<https://www.regionsmagazine.com/le-cri-dalarme-des-outre-mer/>



Les premiers versements du fonds de solidarité attendus prochainement à Saint-Pierre et Miquelon

Les entreprises de Saint-Pierre et Miquelon devraient bientôt percevoir les premiers versements issus du fonds de solidarité. Les précisions de Gilles Marchal, directeur des Finances publiques.

<https://la1ere.francetvinfo.fr/saintpierremiquelon/les-premiers-versements-du-fonds-de-solidarite-attendus-prochainement-a-saint-pierre-et-miquelon-828618.html>

VIE DE LA FEDOM

Agenda de la FEDOM

L'Assemblée Générale de la FEDOM est reportée au 13 octobre 2020 (les traditionnelles réunions des commissions thématiques et du Bureau auront lieu la veille).

Les Assises Économiques des Outre-mer sont également reportées au 13 et 14 octobre 2020.

Les organisateurs, le Groupe Ouest-France, le Marin et Ilago, en partenariat avec la Fédération des Entreprises des Outre-mer et le Cluster maritime français, et avec le soutien du ministère des Outre-mer, ont décidé de reporter ce nouvel événement.

<https://www.ouest-france.fr/economie/coronavirus-les-assises-economiques-des-outre-mer-reportees-en-octobre-6805433>

VIE DES ADHERENTS

Les Medef Outre-mer appellent le gouvernement à soutenir les compagnies aériennes ultramarines

Dans un communiqué, les Medef des Outre-mer appellent le gouvernement à soutenir les compagnies aériennes ultramarines ou desservant les Outre-mer.

<http://outremers360.com/economie/les-medef-outre-mer-appellent-le-gouvernement-a-soutenir-les-compagnies-aeriennes-ultramarines/>

La CCI-NC publie les résultats de sa 2ème enquête d'impact économique du Covid-19 sur les entreprises de Nouvelle-Calédonie

Lire le communiqué de presse ici : <https://fedom.org/wp-content/uploads/2020/05/Covid19-Résultats-enquete-n2.pdf>



Le MEDEF Polynésie demande une aide « massive » de l'état

Au lendemain de la publication par Tahiti Infos des scénarios économiques établis par le Medef Polynésie –tablant sur 100 à 145 milliards de pertes de chiffre d'affaires par an en 2020 et 2021 et 3 400 à 4 700 emplois menacés– le président de la commission économie de l'organisation patronale, Frédéric Dock, revient sur les détails de cette étude.

https://www.tahiti-infos.com/%E2%80%8BLe-Medef-demande-une-aide-massive-de-l-Etat_a190841.html

Le port du masque sera rendu obligatoire sur l'ensemble des vols opérés par Air France à compter du 11 mai 2020

Conformément à la consigne française de port du masque obligatoire dans les transports, Air France demandera à ses clients de porter un masque tout au long de leur voyage à compter du 11 mai 2020. Les clients seront notifiés de cette obligation sur tous les canaux de communication (email, sms, sites internet) en amont de leur départ et invités à se munir d'un ou plusieurs masques pour leur voyage.

[En savoir plus](#)

« La Nouvelle-Calédonie risque d'avoir de sérieuses difficultés à rembourser ses dettes », selon Divy Bartra du MEDEF-NC

Divy Bartra, président de la commission économie et fiscalité du MEDEF-NC, fait le point sur la situation économique actuelle de la Nouvelle-Calédonie, au sortir d'un mois de confinement lié à la crise sanitaire du covid-19.

<http://outremers360.com/economie/la-nouvelle-caledonie-risque-davoir-de-serieuses-difficultes-a-rembourser-ses-dettes-selon-divy-bartra-du-medef-nc/>

Le cri d'alarme du monde économique guadeloupéen

Représentants des organisations professionnelles et chambres consulaires sont unanimes : les dispositifs d'aide et d'accompagnement sont plus que jamais nécessaires, et ce jusqu'à la fin de l'année 2020, au risque de voir bon nombre d'entre elles mettre la clé sous la porte quand viendra l'heure de chiffrer les pertes d'exploitation et de clôturer leur bilan.

<https://www.guadeloupe.franceantilles.fr/actualite/economie/le-cri-d-alarme-du-monde-economique-569028.php>

Air Austral transforme son Boeing 777 pour des vols tout-cargo

Alors que la compagnie aérienne Air Austral assure seulement deux vols hebdomadaires de personnes entre La Réunion et l'hexagone, le Boeing 777 a été converti pour le transport de fret afin de débiter des vols tout-cargo depuis le 30 avril dernier.

<http://outremers360.com/economie/air-austral-transforme-son-boeing-777-pour-des-vols-tout-cargo/>



Le MEDEF Guadeloupe demande au ministère des Outre-Mer des mesures spécifiques

L'UDE-MEDEF a envoyé un courrier au ministère des Outre-mer. Bruno Blandin, son président souhaite que les chefs d'entreprises obtiennent des mesures spécifiques pour faire face à la crise du Covid- 19 notamment pour aider les entreprises à solidifier leur trésorerie.

<https://www.rci.fm/guadeloupe/infos/Economie/Le-MEDEF-Guadeloupe-demande-au-ministere-des-Outre-Mer-des-mesures-specifiques>

Desserte aérienne : « Aujourd'hui, on n'a plus de recettes » déclare le Secrétaire général de la compagnie Air Austral

Comme ses consœurs ultramarines, telles que Air Tahiti Nui, Air Calédonie ou Air Tahiti, la compagnie Air Austral demande une aide de l'état à l'instar d'Air France.

<http://outremers360.com/economie/desserte-aerienne-aujourd'hui-on-na-plus-de-recettes-declare-le-secretaire-general-de-la-compagnie-de-air-austral/>

En partenariat avec la FEDOM, Outremers360 donne la parole aux entrepreneurs ultramarins

L'Après en Outre-mer : Et Maintenant ? par Michel Monvoisin, PDG d'Air Tahiti Nui

Retrouvez l'interview ici : <http://outremers360.com/economie/lapres-en-outre-mer-et-maintenant-par-michel-monvoisin-pdg-dair-tahiti-nui/>

L'Après en Outre-mer : Et maintenant ? par Carine Sinai-Bossou, présidente de la CCI de Guyane

Retrouvez l'interview ici : <http://outremers360.com/economie/lapres-en-outre-mer-et-maintenant-par-carine-sinai-bossou-presidente-de-la-cci-de-guyane/>

L'Après en Outre-mer : Et Maintenant ? par Patrick Vial-Collet, président de la CCI des Îles de Guadeloupe

Retrouvez l'interview ici : <http://outremers360.com/fil-info-appli/lapres-en-outre-mer-et-maintenant-par-patrick-vial-collet-president-de-la-cci-des-iles-de-guadeloupe/>

L'Après en Outre-mer: Et Maintenant ? par Thara Govindin, Présidente du MEDEF Guyane

Retrouvez l'interview ici : <http://outremers360.com/fil-info-appli/lapres-en-outre-mer-et-maintenant-par-thara-govindin-presidente-du-medef-guyane/>

Total s'intéresse à la combinaison entre éolien flottant et houlomoteur



Le groupe pétrolier Total a rejoint un programme de recherches danois dont l'objectif est d'étudier le potentiel de l'éolien flottant combiné avec du houlomoteur pour alimenter en énergie les plateformes pétrolières.

<https://lemarin.ouest-france.fr/secteurs-activites/energies-marines/36534-total-sinteresse-la-combinaison-entre-eolien-flottant-et>

Le centre de recherche à La Réunion eRcane a lancé des essais de cultures de canne bio

L'élaboration d'une filière sucre bio se construit pas à pas à La Réunion. Le protocole d'expérimentation a été défini en collaboration avec la Chambre d'agriculture, le Cirad et Tereos Océan Indien avec pour objectif de mesurer la faisabilité d'un itinéraire technique bio, sur la base de techniques éprouvées, qui pourraient être mises en œuvre chez les planteurs de La Réunion.

<http://outremers360.com/economie/agriculture-le-centre-de-recherche-a-la-reunion-ercane-a-lance-des-essais-de-cultures-de-canne-bio/>

VIE DES PARTENAIRES

L'IEOM lance une enquête auprès des entreprises polynésiennes

Après l'annonce du président Edouard Fritch souhaitant consulter un comité d'experts chargé d'affiner les besoins du Pays pour faire face à la crise, l'IEOM a annoncé lundi le lancement d'une enquête auprès de 2 200 entreprises du fenua.

https://www.tahiti-infos.com/%E2%80%8BL-IEOM-lance-une-enquete-aupres-des-entreprises-du-fenua_a190832.html

Rapatriement des étudiants : LADOM répond et rappelle les modalités de prise en charge

Lire le communiqué de presse ici :

<http://www.ipreunion.com/actualites-reunion/reportage/2020/05/03/confinement-rapatriement-des-etudiants-ladom-repond-et-rappelle-les-modalites,118463.html>

Association pour le droit à l'initiative économique : la moitié des entreprises ne survivront pas au confinement

Dans une enquête, l'Adie révèle que la moitié des entrepreneurs qu'elle accompagne pensent qu'ils ne pourront pas relancer leur activité après le confinement. Une situation inédite qui aura un impact lourd sur le tissu économique local et la relance de l'activité. C'est pourquoi l'Adie se mobilise autour d'un Plaidoyer pour une relance inclusive.

<http://www.ipreunion.com/actualites-reunion/reportage/2020/04/30/l-adie-plaide-pour-une-relance-inclusive-covid-19-la-moitie-des-entreprises-accompagnees-par-l-adie-ne-survivent-pas-au-confinement,118329.html>



L'ACCD'OM alerte Edouard Philippe sur la situation alarmante des collectivités locales ultramarines

Dans un courrier adressé au premier ministre Edouard Philippe et à la ministre des Outre-mer Annick Girardin, l'ACCD'OM appelle à la mise en place de mesures d'accompagnement des collectivités locales ultramarines, fragilisées par la crise du Covid-19.

<http://outremers360.com/politique/covid-19-laccdom-alerte-edouard-philippe-sur-la-situation-alarmante-des-collectivites-locales-ultramarines/?fbclid=IwAR283lqTD7siEfFurBFCuJp8TZSKbwr72PxH8shpQImuD3sgVSwpwi8Et1s>

Association of the Overseas Countries and Territories of the european Union (OCTA) : newsletter

<https://mailchi.mp/overseas-association/octa-newsletter-may-7850272?e=9ef964155e>

BREVES

Appel à une aide d'urgence du gouvernement pour les médias audiovisuels des Outre-Mer

Gravement impactés par la pandémie de Covid-19 en raison d' «un effondrement du chiffre d'affaires lié à la publicité de près de 80% tandis que leurs charges progressent de 15% en moyenne», l'Atom (association des télévisions des Outre-Mer) et le Spadom (syndicat des professionnels de l'audiovisuel des départements d'Outre-Mer) alertent "le gouvernement sur la situation extrêmement inquiétante dans laquelle se trouvent leurs entreprises depuis le début de la crise sanitaire".

<http://www.ipreunion.com/actualites-reunion/reportage/2020/05/04/ils-sont-gravement-impactes-par-la-crise-sanitaire-appel-a-une-aide-d-urgence-pour-les-medias-audiovisuels-des-outre-mer,118485.html>

Commentaire FEDOM : la FEDOM soutient et relaie depuis le début de la crise sanitaire cette demande légitime de soutien à un secteur d'activité essentiel et stratégique pour nos territoires. On ne peut imaginer en effet que la concurrence, si nécessaire à la pluralité et la diversité de l'information, soit balayée par la crise. L'état en charge du service public se doit de veiller à l'équité entre tous les acteurs de l'audiovisuel.

Covid-19-Outre-mer : les Radios du SPADOM offrent 500 000€ d'espace publicitaire

Les radios du Syndicat des Professionnels de l'Audiovisuel des Départements d'Outre-Mer (SPADOM) offrent un budget de 500 000€ en espace publicitaire pour soutenir les secteurs stratégiques du tourisme, de la restauration et de l'hôtellerie dans l'ensemble des départements d'Outremer.

<http://outremers360.com/economie/covid-19-outre-mer-les-radios-du-spadom-offrent-500-000e-despace-publicitaire/>

Coronavirus : le défi d'une jeune cheffe d'entreprise qui se lance dans la fabrication de visières

Cette crise sanitaire impacte l'économie. Si beaucoup de sociétés souffrent du chômage partiel, certaines ont le vent en poupe. C'est le cas des producteurs de visières. Rencontre avec une jeune cheffe d'entreprise. Elle s'est lancée avec peu de moyens.

<https://la1ere.francetvinfo.fr/guyane/savanes/kourou/coronavirus-828776.html>

La croisière tangué, mais ne coule pas

Les croisières continueront-elles à susciter le même engouement auprès des Guadeloupéens ? Les avis sont partagés.

<https://www.guadeloupe.franceantilles.fr/actualite/economie/la-croisiere-tangue-mais-ne-coule-pas-569129.php>

Délais de paiements : le médiateur des entreprises s'alarme de pratiques « choquantes »

A l'approche de la sortie du confinement, le médiateur des entreprises, Pierre Pelouzet, s'inquiète des tensions sur le crédit inter-entreprises qui pourraient freiner le redémarrage. Le comité de crise publie une liste de mauvaises pratiques apparues depuis le début de la crise du coronavirus.

<https://business.lesechos.fr/directions-financieres/financement-et-operations/gestion-de-tresorerie/0603197549134-delais-de-paiements-le-mediateur-des-entreprises-s-alarme-de-pratiques-choquantes-337316.php>

JOURNAL OFFICIEL

JO du 6.05.2020

- Décret n° 2020-521 du 5 mai 2020 définissant les critères permettant d'identifier les salariés vulnérables présentant un risque de développer une forme grave d'infection au virus SARS-CoV-2 et pouvant être placés en activité partielle au titre de l'article 20 de la loi n° 2020-473 du 25 avril 2020 de finances rectificative pour 2020
- Décret n° 2020-522 du 5 mai 2020 complétant le décret n° 2020-435 du 16 avril 2020 portant mesures d'urgence en matière d'activité partielle
- Décret n° 2020-527 du 5 mai 2020 relatif au versement d'une allocation de remplacement aux personnes non-salariées des professions agricoles pour faire face à l'épidémie de covid-19
- Décret n° 2020-520 du 5 mai 2020 modifiant le décret n° 2020-73 du 31 janvier 2020 portant adoption de conditions adaptées pour le bénéfice des prestations en espèces pour les personnes exposées au coronavirus

JO du 8.05.2020

- Ordonnance n° 2020-535 du 7 mai 2020 relative à l'extension de la loi n° 96-542 du 19 juin 1996 relative au contrôle de la fabrication et du commerce de certaines substances susceptibles d'être utilisées pour la fabrication illicite de stupéfiants ou de substances psychotropes à tous les outre-mer
- Décret n° 2020-536 du 7 mai 2020 portant dérogation au principe de suspension des délais pendant la période d'urgence sanitaire liée à l'épidémie de covid-19
- Décret n° 2020-537 du 7 mai 2020 relatif aux fonds de pérennité
- Arrêté du 7 mai 2020 accordant la garantie de l'Etat aux établissements Banco Santander Succursale de Paris, BNP Paribas, Crédit Agricole Corporate and Investment Bank, Crédit Industriel et Commercial, Deutsche Bank Luxembourg SA, HSBC France, Crédit Lyonnais, Natixis et Société Générale pour le prêt octroyé à la société Air France - KLM en application de l'article 6 de la loi n° 2020-289 du 23 mars 2020 modifiée de finances rectificative pour 2020
- Arrêté du 7 mai 2020 relatif à l'application du taux réduit de la taxe sur la valeur ajoutée aux masques de protection et produits destinés à l'hygiène corporelle adaptés à la lutte contre la propagation du virus covid-19
- Ordonnance n° 2020-539 du 7 mai 2020 fixant des délais particuliers applicables en matière d'urbanisme, d'aménagement et de construction pendant la période d'urgence sanitaire
- Décret n° 2020-540 du 6 mai 2020 relatif à l'Agence nationale pour la rénovation urbaine

JO du 10.05.2020

- Décret n° 2020-544 du 9 mai 2020 relatif aux modalités exceptionnelles, consécutives à l'épidémie de covid-19, de révision des listes électorales spéciales en vue de la deuxième consultation sur l'accession de la **Nouvelle-Calédonie** à la pleine souveraineté